

# LA REVANCHE DE L'ETAT

La déconfiture du néo-conservatisme ne semble pas menacer l'existence du capitalisme. Bien au contraire, ce dernier s'installe dans une sorte de mépris souverain à l'endroit de toutes ses victimes. Et ce n'est pourtant pas faute de mécontentement et de contestation : la crise financière a dépouillé investisseurs, épargnants, entreprises et petits propriétaires ; la rémunération du travail frôle les logiques de survie alimentaire ; les services publics, notamment la santé et l'éducation, sont privatisés ; les Etats capitalistes consentent privilèges après d'autres aux plus nantis.

Cela ne semble pas suffire pour que ceux d'en haut n'aient plus d'emprise sur ceux d'en bas, même si ces derniers ne veulent plus des premiers. Tout le paradoxe est là.

Les sondages d'opinion l'établissent avec éclat tant en ce qui concerne la mondialisation que pour ce qui est de l'économie de marché.

En Europe, le monde tel qu'il résulte de la déréglementation n'attire plus les foules.

Si en 2003, 56% des Européens se déclaraient en faveur de la mondialisation, ils ne représentent plus que 53% des personnes interrogées en 2007. Evolution qui ne trompe pas, en 2006, seulement 36% des citoyens européens des anciens membres de l'Union, alors qu'ils étaient encore 56% en 2003, percevaient la mondialisation comme une chance. Ce pourcentage s'établit par contre à 42% en 2006 parmi les nouveaux membres.

La dernière enquête de l'Eurobaromètre 67, «L'opinion publique dans l'Union européenne», effectuée au printemps

2007 pour le compte de la Commission européenne, révèle que les Français, les plus grands râleurs, ne sont que 39% à répondre que la mondialisation leur évoque «quelque chose de très positif ou de plutôt positif».

Les Britanniques sont eux aussi réticents, avec une moyenne de 46% d'opinion favorable, bien plus optimistes que les Polonais (44%), les Slovaques (37% d'avis positifs), les Roumains (32%) et les Hongrois (29%).

Les seuls à croire au père Noël vivent des Etats du Nord, généralement à l'écart du monde. La mondialisation recueille le plus large assentiment au Danemark (82%), en Suède (72%), aux Pays-Bas et Malte (57%) et, dans une moindre mesure, la Belgique (52%) et l'Italie (50%).

Fait sans précédent, ce recul se retrouve aux Etats-Unis : une enquête réalisée par l'institut de sondage TNS Opinion pour le compte de la German Marshall Foundation of the United States et publiée en décembre 2007, atteste que les Américains partisans de la mondialisation étaient encore majoritaires mais de peu – 52% – et le nombre de ceux qui sont attachés à une libéralisation accrue des échanges perd du terrain : 68% en 2006, 62% en 2007. Des sondages plus récents établiraient une accentuation de cette tendance.

Il n'y a pas que les altermondialistes qui ont donc de quoi se réjouir. Marx aussi mérite de reposer en paix au Père la Chaise plutôt qu'à Hight Gate : l'hostilité ou la réticence à l'égard de la mondialisation se conjugue à la formulation de réserves

et de critiques quant à la pertinence du modèle incarné par la libre entreprise et l'économie de marché pour construire l'avenir. Un sondage réalisé en 2006 par l'institut Global Scan pour le compte de l'université du Maryland chiffre à 64% la proportion de Français qui considèrent que ce modèle n'est pas le meilleur.

La confiance dans le libre marché s'érode dans des pays de cultures aussi différentes que la Turquie, la Corée du Sud, la Chine ou le Chili pour se replier sur ses bastions anglo-saxons (71% des Américains et 67% des Britanniques sont d'un avis contraire).

Mais ce formidable terreau psychologique tarde à provoquer le déclin nécessaire à des changements de systèmes par la voie sociale. La reconfiguration du monde invite des acteurs nationaux et non sociaux.

La gauche dite «de gouvernement» a perdu treize des quinze dernières élections en Europe. Elle paie le prix de mutations peu réjouissantes dans l'action politique qui résultent d'un certain nombre de constats.

Premier constat : la politique spectacle a mis la personne au centre de l'action. D'où une «présidentialisation» des partis politiques mus par l'ambition de la conquête immédiate, au détriment des débats du pouvoir collectifs programmatiques sur la façon de changer la société.

Pire encore, les leaderships des partis socio-démocrates se décentrent peu à peu vers la droite, par la légitimité d'un chef de parti en leader charismatique d'Etat, au fur et à mesure que l'objectif de conquête du pouvoir se

précise. C'est le cas de Craxi en Italie, Soares au Portugal, Papandréou en Grèce, Gonzalez en Espagne ou Mitterrand en France... A la faveur de cette «présidentialisation», il se produit une autonomisation du leadership face au poids de son parti ; comme ce fut le cas pour Tony Blair et Gerhard Schröder.

Second constat : alors que les capitaux, les marchandises et les services circulent librement, des murs de plus en plus hauts et épais séparent les hommes. Les mouvements socio-politiques qui incarnent le changement agissent chacun pour soi, loin de toute harmonisation. L'Europarti, le nationalisme arabe incarné par le Baas, reste cantonné à un rôle de discussions, de voyage virtuel dans le passé.

Tertio : la victoire des appareils sur la base et l'individualisation militante a donné naissance à «une base à la fois massive et passive», selon Peter Mandelson, l'un des artisans du New Labour et «cette dévaluation des notions d'appartenance a transformé le militant en consommateur».

Cette mutation se conjugue avec un rétrécissement de la base militante. Selon des études réalisées par cette formation elle-même, «le parti est passé de 400 000 adhérents lors de la prise du Labour par Tony Blair en 1994, à 177 000 en juin 2007. Deux tiers de ces effectifs démissionnaires invoquent la participation à la guerre en Irak, tandis qu'un cinquième dénonce le manque de démocratie interne».

En Allemagne, le SPD – quoique soucieux de mener constamment «une réflexion pour maintenir son caractère de parti de

masse», connaît une crise militante tout aussi préoccupante. Il est passé de un million d'adhérents en 1976 à 600 000 aujourd'hui, et le parti perd 3 000 membres par mois, «2000 par démission et 1 000 par décès».

Quatro : l'impuissance de la social-démocratie dans son rapport aux politiques sociales et son abandon du keynésianisme au profit du libéralisme au début des années 1980.

La gauche de gouvernement s'est définitivement ralliée à la doctrine économique libérale par opportunisme historique en prenant acte du reflux des dynamiques syndicales et collectives, marqué par la grève des contrôleurs aériens aux Etats-Unis en 1981 et celle des mineurs britanniques en 1984-85 (torpillées par Reagan et Thatcher), mais aussi par «le tournant de la rigueur» des socialistes en 1983 en France. Le constat est éloquent : «Il y a aujourd'hui découplage total entre les bénéfices sociaux et les intérêts privés. S'ils ne sont pas soigneusement couplés, l'économie de marché ne peut fonctionner de manière satisfaisante. Le fondamentalisme néolibéral est une doctrine politique au service d'intérêts privés, il ne repose pas sur une théorie économique. Il est maintenant évident qu'il ne repose pas non plus sur une expérience historique. Cette leçon est le seul bénéfice à tirer de la menace qui pèse sur l'économie mondiale», écrivait récemment, peu avant la crise, Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001.

Les nations sont alors en passe de prévaloir sur les classes. C'est en leur sein que s'exprime le mieux la demande d'Etat



Par Ammar Belhimer  
[ambelhimer@hotmail.com](mailto:ambelhimer@hotmail.com)

en réponse à la crise financière. Partout, son rôle structurant, protecteur et redistributeur est mis en avant pour réguler l'économie, garantir la cohésion sociale ; bref, défendre l'intérêt collectif. Le retour à plus d'Etat est pourtant antinomique avec un environnement qui, avec l'ouverture des marchés, estompé les frontières, dilue les responsabilités, recompose les espaces nationaux en pôles régionaux.

En passant de l'anti-mondialisation à la revendication d'une «altermondialisation», la contestation se fait l'écho de ces évolutions. Car, la mondialisation n'est en soi un phénomène ni inédit ni en cause. Elle plonge ses racines dans l'histoire des civilisations et s'apparente mieux avec le terme «globalisation».

Nous vivons un «temps axial» où le monde ne sera plus dominé par l'Occident. C'en est fini des âneries de Gorge W. Bush sur les Croisades et l'axe du Mal. L'Europe et les Etats-Unis ont connu leur apogée sur la scène internationale. De nouveaux acteurs pèsent désormais très lourd. Malheurs à ceux qui, en plus de ne pas peser, ne comptent pas.

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## RIEN N'EST ENCORE JOUÉ !

Viol de la Constitution. Y a prescription, yal khawa !

Ça fait 40 ans qu'elle se fait violer, la pôvre !

Attention ! Rien n'est encore joué. Ceux qui croient que l'affaire est bouclée se trompent lourdement. Tout reste à faire. Car les députés et les sénateurs doivent voter ce changement de Constitution. Et là, c'est la grande inconnue. L'immense inconnue. Vont-ils dire «OUI !» avec le bras levé ou à travers le bouton et la compteuse automatique ? S'ils votent «OUI» avec le bras, le feront-ils avec le bras droit ou le bras gauche ? Le vote des droitiers qui lèveront le bras gauche pour dire «OUI» sera-t-il considéré comme valide ? Le vote des gauchers qui lèveront le bras droit pour dire «OUI» sera-t-il admis ? Le règlement intérieur de l'Assemblée et du Sénat permet-il aux députés et aux sénateurs de voter «OUI» avec les deux bras levés en même temps ? Le vote «OUI» des deux bras est-il doublement comptabilisé ? Le vote «OUI» d'un député au sourire béat qui lève haut ses bras, ses jambes et dessine avec ses lèvres arrondies le mot «OUI» entre-t-il en ligne de compte pour une voix ou pour 5, les

deux bras, les deux jambes et la bouche follement sexy ? Si on lève un bras pour voter «OUI» et que sur ce bras est tatouée la phrase «je voterai toujours oui !», peut-on avoir droit à un ticket resto gratuit à la cantine ouverte de l'APN ? Voter «OUI» tout en exhibant fièrement un tee-shirt frappé à l'effigie d'Abdekka et accompagné du texte «3<sup>e</sup> mandat ! Mandat à vie !» ne risque-t-il pas d'exposer celui qui le porte aux rigueurs du règlement intérieur de l'Assemblée et du Sénat qui stipule que le port de la cravate est obligatoire, même sur un tee-shirt imprimé ? Le lynchage des députés RCD qui voteront «Non» peut-il être considéré comme motif à une interruption de séance, juste le temps d'éponger le sang, de nettoyer les pupitres et de poursuivre le vote «OUI» ? Peut-on avoir voté dans le passé «OUI» à la limitation des mandats présidentiels à deux et revenir aujourd'hui voter «OUI» à la suppression de cette limitation ? Comme on le voit, le chemin est encore long avant de conclure à la victoire du «OUI» dans les deux chambres. Le fait de dire «OUI» dans une chambre, ce n'est pas tout. Encore faut-il savoir dire le bon «OUI» à celui qui vous paie. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.